

OBSCURANTISME

GOOGLE AU SECOURS DU PATRIARCAT EN ARABIE SAOUDITE

Chez Google, le business passe avant le droit des femmes. Absher, l'application du gouvernement saoudien qui permet aux hommes de les traquer, restera sur la plateforme Google Play. En effet, la multinationale a estimé qu'en dépit de ses fonctions liberticides, celle-ci remplissait les conditions nécessaires pour demeurer sur son magasin d'applications. Cette décision fait suite à une lettre signée le mois dernier par plusieurs représentants américains au Congrès demandant son retrait de Google Play, ainsi que de l'Apple Store.

Développée en 2015 par le gouvernement saoudien, Absher (11,6 millions d'utilisateurs à son actif) est supposée accélérer des tâches administratives comme les demandes de visa ou la prise de rendez-vous avec les services de l'Etat saoudien. Dans la pratique, elle est surtout un outil de

surveillance des hommes sur les femmes. Dans un pays où ces dernières doivent demander l'autorisation de leurs pères, frères ou maris pour se déplacer, l'application facilite leur traque.

Absher permet ainsi aux tuteurs masculins de recevoir des alertes par SMS si elles tentent de voyager à l'étranger, pour pouvoir ensuite le leur interdire s'ils le désirent.

Auteur de la lettre à l'attention de Google et Apple, le sénateur Ron Wyden s'est étranglé : « *Les entreprises américaines ne devraient ni permettre, ni faciliter le système patriarcal du gouvernement saoudien.* » Cette critique laisse Google de marbre. De son côté, la firme à la pomme ne semble guère plus scrupuleuse. Quand Google affirme clairement son soutien à Absher, Apple préfère le silence, tout en laissant l'application disponible sur l'Apple Store. ■ ALEXANDRA SAVIANA

PROPAGANDE

LA "PRAVDA" PICARDE

A Fakir, journal dirigé par François Ruffin, par ailleurs député insoumis, on dit de ce dernier qu'il est le « *red' chef* », histoire de montrer qu'on n'est pas dans le monde traditionnel de la presse. Au vu du traitement réservé par ce journal à la sortie simultanée de son règlement de comptes avec Macron, titré *Ce pays que tu ne connais pas* (Les Arènes) et du film consacré aux « gilets jaunes », intitulé *J'veux du soleil* (coréalisé avec Gilles Perret), on est bien dans une autre dimension. François Ruffin a droit à quatre photos, dont une du temps de sa jeunesse avec le futur président chez les jésuites, où ils faisaient école commune. Outre la une, on lui a offert six pages d'extraits de son livre et un supplément central de quatre pages sur son film. Bref, le temps d'un numéro, Fakir est devenu la Pravda picarde. Si Macron ne connaît pas la France, Ruffin connaît la propagande. ■ FRANÇOIS DARRAS

LE PIÈGE DES MOTS

PAR HENRI PENA-RUIZ

L'hypertrophie publique du religieux

Notre République est constitutionnellement laïque, c'est-à-dire indépendante des religions. Elle peut ainsi traiter à égalité les divers croyants, mais aussi les athées et les agnostiques, devenus aujourd'hui majorité dans notre pays. L'omniprésence des religions dans le débat public a donc de quoi susciter l'exaspération chez nombre de citoyens et de citoyennes. Non par hostilité à la conviction religieuse, mais en raison de la discrimination effective qu'elle représente à l'égard des athées ou des agnostiques. Oublie-t-on que la laïcité ne se réduit pas à l'égal traitement des religions, mais à l'égal traitement de toutes les convictions spirituelles, qu'elles soient celles de l'humanisme sans dieu ou de la foi religieuse ? La religion n'engage et ne doit engager que les croyants. Mais nombre de ses représentants persistent à vouloir jouir d'un privilège public de reconnaissance et d'avantages matériels. Pour eux, les références religieuses devraient encore s'imposer à toute la société, notamment au nom de la culture, voire détenir le monopole de la sphère spirituelle.

Cette omniprésence des religions est d'ailleurs paradoxale. Si la religion est une démarche spirituelle intérieure, libre et désintéressée, pourquoi certains religieux se soucient-ils de s'exhiber sans cesse, et de jouir de privilèges terrestres ? Pourquoi les ecclésiastiques d'Alsace-Moselle s'émeuvent-ils à l'idée qu'ils pourraient perdre les dizaines de millions d'euros qui leur sont versés en salaires, aux frais de toute la République, si on abroge le Concordat qui y sévit ? Nous sommes loin de l'épisode légendaire de Jésus chassant les marchands du temple. « *Je suis entouré de prêtres qui me répètent sans cesse que leur règne n'est pas de ce monde, et ils se saisissent de tout ce qu'ils peuvent. Le pape est le chef de cette religion du ciel, et il ne s'occupe que de la terre.* » Le propos est de Napoléon, enfin lucide, dans *le Mémorial de Sainte-Hélène* publié par Emmanuel de Las Cases. Mais pourquoi tant d'hommes politiques, de gauche comme de droite, sont-ils si complaisants avec les religions ? Clientélisme électoral ? Quête d'un supplément d'âme pour un monde sans âme, ravagé par la destruction des droits sociaux et des services publics ? La lâcheté face à la déferlante néolibérale trahit simultanément la justice sociale et la laïcité, tandis que le ciel se perd dans la terre. ■